

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

"Tourisme social" letton contre ouvriers suédois

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 3 janvier 2005

Démocratie & Socialisme

Une douzaine d'ouvriers lettons du bâtiment travaillant à la construction d'une école communale au nord de Stockholm se retrouvent au centre d'une polémique qui oppose les gouvernements letton et suédois. Riga a convoqué l'ambassadeur suédois et menace de saisir Bruxelles. C'est le premier conflit ouvert avec un pays balte, conséquence de l'élargissement de l'Union européenne.

Depuis un mois, Byggnads, la fédération suédoise des ouvriers du bâtiment, a lancé un mot d'ordre de blocage du chantier, interdisant à tous ses adhérents d'y intervenir. "Depuis le mois de juin, nous avons tenté de convaincre la société lettonne L & P Baltic de signer les accords collectifs suédois, explique Rickard Hellmark, secrétaire local du syndicat. La seule réponse que nous avons obtenue de l'entreprise est qu'elle est signataire de la convention collective en Lettonie. Mais nous sommes en Suède. Nous ne sommes pas contre la concurrence des travailleurs étrangers, mais ils doivent travailler aux conditions suédoises."

Salaires confortables. Byggnads réclame également que les conditions de salaires suédoises soient respectées, à savoir 145 couronnes (16,30 euros) de l'heure pour la région de Stockholm, soit un salaire mensuel de 2 680 euros. Or les Lettons touchent environ 1 500 euros. La signature des accords suédois représenterait un sérieux gain mensuel, mais les ouvriers lettons, "pris en otages", font remarquer qu'ils sont nourris, logés et transportés gratuitement, et gagnent deux fois plus que dans leur pays.

Depuis vendredi, la fédération suédoise des électriciens a lancé à son tour un blocage de solidarité, résultant en un fonctionnement au ralenti du chantier. D'autres syndicats pourraient être lancés dans la bataille, comme celui des hôteliers, pour peser sur l'hôtel où sont logés les ouvriers.

Accords collectifs. Les syndicats suédois maintiennent d'autant plus la pression qu'ils ont le soutien du gouvernement social-démocrate. Le Premier ministre, Göran Persson, qui avait tenté en vain d'obtenir une période de transition pour les travailleurs des nouveaux pays membres de l'UE en agitant la menace du "tourisme social" qui plomberait l'Etat-providence suédois, a apporté son soutien personnel aux syndicats.

A travers cette affaire, les Suédois défendent leur sacro-saint principe d'accords collectifs négociés entre patronat et syndicats, sans intervention de l'Etat, principe sur lequel repose tout le marché du travail local. Les Lettons, de leur côté, y opposent le principe de la libre concurrence. "Ce traitement va tout à fait à l'encontre des raisons qui nous ont poussés à adhérer à l'Union européenne", s'est ainsi emporté le ministre letton des Affaires étrangères.

Voici quelques années, la justice belge avait condamné Dhl pour travail clandestin. En effet, Dhl faisait venir et repartir ses propres manutentionnaires sous-payés en Belgique par ses avions.

D'après Olivier Truc, mardi 07 décembre 2004 correspondant du Monde à Stockholm